

LA GAUCHE ... C' EST QUOI ?

A la lecture des contributions communistes en vue du prochain congrès, il apparaît que nombreux sont les participants, les membres du parti à quelque niveau qu'ils soient, et de plus le public en général, qui se posent cette question: Etre de gauche ... c'est quoi? Etre de gauche, être révolutionnaire, être communiste ... c' est quoi?

Il s'agit d'un concept très vague, comme tous les concepts, qu' il est nécessaire de définir dans son devenir, car, seule l' histoire peut y répondre en sachant que toute explication est historique.

Concept dont se réclament des organisations diverses, des partis politiques, des citoyennes et des citoyens.

Concept, apparu au cours des luttes du prolétariat contre l'exploitation capitaliste au cours du XIXème siècle, avec l'émergence de l'idée socialiste.

En première approximation peut-on dire qu' être de gauche, implique être socialiste? N'allons pas aussi vite dans notre explication. Mais, la réalité oblige à constater que se réclamer de la gauche c' est mettre en cause les inégalités, les injustices, vouloir une société plus humaine, fraternelle, solidaire, être pour les valeurs républicaines inscrites un certain jour aux frontons de nos mairies: Liberté-Egalité-Fraternité.

Il s'agit bien d'idées socialistes.

Dialectique de l' idée socialiste.

Dès l'origine de la division de la société en classes sociales et tout au cours du processus du développement social jusqu'à notre époque, les concepts sociaux vont naître et évoluer au rythme de la lutte de classe. L' idéologie des classes exploitées va développer, en cours des luttes, tout au long de la période historique, des concepts qui se construiront sur les bases objectives des combats menés par les exploités contre leurs exploiters correspondant aux données de chaque époque.

S'il est vrai qu'une certaine logique préside aux différentes phases du développement social ce ne peut être que celle de la contradiction, les classes sociales étant en lutte continuelle.

Nous avons connaissance de grèves, de luttes pour des rétributions alimentaires, des conditions de travail, en Egypte ancienne, en Mésopotamie. Dans la Rome antique, des révoltes de la plèbe contre l' aristocratie, des insurrections d' esclaves contre l' ordre établi. Spartacus en réunit 70.000 sous sa direction et faillit causer la perte de l' empire romain. Au Moyen âge, la lutte des bourgeois des villes contre les seigneurs féodaux, celle des compagnons contre les maîtres de corporations, des marchands bourgeois contre le régime corporatif et la monarchie absolue qui, après la Révolution de 89 aboutit finalement à la victoire de la bourgeoisie capitaliste.

A partir de 1789 vont naître les idées de citoyenneté, de nation, de république et au XIX^{ème} siècle, l' idée socialiste, sous la poussée des luttes ouvrières, âpres, longues, sanglantes, contre les conditions de travail inacceptables- 10 à 15 heures par jour toute la semaine- contre le chômage et la misère, issus de la " révolution industrielle ".

L' idée socialiste résulte de la contradiction antagonique née de la division de la société en classes.

Dans cette société, l' homme conscient n' est pas libre, attaché au travail, exploité dans les grandes usines, comme jadis le serf du Moyen âge attaché à la terre du seigneur. L' homme veut être libre.

Devenu plus ou moins conscient, il sait cependant, par la force des choses, que la cause de sa servitude c' est l'exploitation dont il est l'objet, c'est-à-dire la forme de propriété qui en résulte. Il se révolte et c' est la lutte de classes. Cette lutte est d'abord menée maladroitement dans l'ignorance des lois réelles de l'économie. Pendant des siècles, l' homme ne verra qu' une partie de la cause de sa servitude: la propriété.

Dès lors, il veut l'abolition de la propriété. Ce sera le communisme de Platon, des premiers chrétiens de l' Eglise de Jérusalem écrit dans les *Actes des Apôtres*, le communisme des hérésies au Moyen âge, le communisme rationnel de la gauche jacobine, le communisme idéal du XIX^{ème} avec Saint-Simon, Fourier, Robert Owen. Les utopies communistes s'opposent idéologiquement à la propriété, sans la comprendre, sans comprendre surtout sa nécessité historique.

Comme toute idéologie, l'utopie communiste est un phénomène intellectuel secondaire, un reflet de l'activité sociale réelle (la lutte antagonique entre exploités et exploités) qu'elle ne peut appréhender scientifiquement. En effet, il existe une différence entre le réel social concret et la notion théorique que les utopistes pouvaient en avoir.

Au stade de l'utopisme, le concept « socialisme » reste un objet vague en l'absence des connaissances essentielles du processus social. C'est ultérieurement que le concept s' affirme comme élément de transformation sociale, lorsque le fonctionnement du système d'exploitation se révèle par la découverte de la plus-value et celle de la conception matérialiste de l' histoire sous la forme d' un mouvement dialectique. Ce sera l'oeuvre de Marx et Engels.

Le communisme utopique n'est en fait qu' une métaphysique du socialisme. Il veut détruire la substance de la propriété, quelque chose qui n'existe pas. La propriété n'existe qu' en devenir, dans sa mouvance, dans sa forme changeante dans les rapports de production.

Ce qui est en devenir, ce n'est pas l' objet matériel possédé par un propriétaire accidentel, c' est la propriété des moyens de production. S'insurger contre la propriété ne signifie rien. Le fait qu' un homme ou une famille possède une maison n'a pas plus d' influence sur la servitude humaine que le fait d' être propriétaire de son chapeau ou de son parapluie.

La cause de la servitude, c'est que les travailleurs ne possèdent pas les moyens de production.

Voilà pourquoi les forces productives (dont l' élément conscient est le travailleur) se rebellent contre les formes de propriété aux mains des exploités: propriétaires des latifondias et d' esclaves dans le monde antique, propriétaires des grands domaines seigneuriaux et ecclésiastiques au Moyen âge et de nos jours, propriétaires des grands moyens de production modernes, les capitalistes industriels.

Voici donc posé un premier concept: le concept de « *propriété* ». Les utopistes n' ont pu comprendre ce concept pour la bonne raison qu' ils ne pouvaient encore lui opposer celui de « *collectivité* », celui de la servitude, de la misère, c'est-à-dire celui du déterminisme économique qui soumet les travailleurs mais aussi toutes les classes de la société y compris les classes possédantes, astreintes à la loi du profit, donc toute la collectivité, toute la société.

La synthèse dialectique de ces deux concepts doit contenir les idées de propriété et de collectivité: *c'est la propriété collective des moyens de production*. Cette synthèse c' est le *collectivisme*, la forme de *l'idée socialiste*.

Cette synthèse, la classe ouvrière la découvrit, empiriquement, au travers de son activité dans les grandes entreprises capitalistes du XIXème siècle, sans toutefois lui donner un caractère scientifique. Elle resta longtemps comme idéologie subversive des travailleurs dans leur conscience de classe.

Dans les manufactures, dans les usines, le travail est collectif. C' est dans l'action collective des travailleurs de la grande industrie moderne que va se développer, dans la conscience de classe de ces travailleurs, le sens collectif et le concept d' une société dans laquelle les moyens de production seraient propriété collective. Se crée ainsi une idéologie de classe qui s' oppose à celle de la classe dominante de l' époque, *individualiste*, celle de la bourgeoisie.

Dans le même temps, le salariat, qui n' implique pas l' exploitation du travail des autres, comme mode de rétribution, est le lien qui maintient, par affinité, ensemble, les travailleurs de toute catégorie. Le salariat va faire naître également dans la conscience de classe, le concept d' une société qui serait uniquement composée de salariés.

Ainsi, se pose le concept d' une *société collectiviste, socialiste*, première phase d' une organisation collective.

Lorsque les premiers théoriciens du mouvement social comprirent l' importance du concept *collectivité* , des intellectuels de la petite bourgeoisie du XIXème siècle essayèrent, idéologiquement, de rechercher des solutions aux antagonismes sociaux. Ils se proclamèrent socialistes et réclamèrent des réformes *sages* au nom de la collectivité, donc de la société.

« Au contraire, nous dit Engels, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, s'appelait communiste. C'était un communisme à peine élaboré que le leur, tout impulsif, parfois un peu grossier; mais il était assez puissant pour produire deux systèmes de communisme utopique : en France, l' *Icarie* de Cabet, et en Allemagne, le système de Weitling. Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. »

Ainsi, se caractérise dès l' origine la différence fondamentale entre réformisme et révolution.

Nous l' avons dit, c' est la classe ouvrière qui a découvert empiriquement le concept *collectiviste-socialiste*, sans être parvenue à lui donner une forme scientifique. Ce fut l'oeuvre de Marx et Engels qui comprirent qu' une théorie scientifique ne pouvait se construire qu' en démontrant que cette synthèse n'était pas une simple conception rationnelle mais un terme du processus historique.

De fait, le concept socialiste en se posant comme terme du processus historique, en s'affirmant comme élément de transformation sociale, expression théorique du mouvement social, ne ressort plus de l' idéologie de classe, mais doit se comprendre dans les forces productives. Car, il ne faut pas confondre avec l' idéologie des classes laborieuses ce qui agit sur la base matérielle de la société et qui, dans la conscience de classe, appartient à l'activité de la force de travail. Les concepts issus de l' activité pratique, politique, de la lutte de classe, qui cherchent à apporter une solution aux conflits des rapports de production dérivent de la fonction de production des classes exploitées et non de leur idéologie qui n'est qu' un simple reflet spirituel de ces rapports.

Transformer la société de classes en société sans classes, transformer la propriété privée des moyens de production, aux mains des capitalistes, en propriété collective aux mains des citoyens producteurs, ressort des lois du déterminisme économique dans le cadre du mouvement de la société moderne.

Cette transformation ne peut s' effectuer que sous la direction des citoyens qui ne sont pas privilégiés par la division de la société et qui ont, en même temps, une action déterminante sur les forces productives.

C' est le rôle historique de ces citoyens, de chacun de nous, d' intervenir pratiquement dans le processus du développement social avec comme objectif l'établissement d' une société véritablement humaine. Ainsi, la conception socialiste produit par le mouvement historique et nous dit Marx, « s'y associant en toute connaissance de cause, cesse d'être doctrinaire pour devenir révolutionnaire. » (*Misère de la philosophie*).

La synthèse de la triade *propriété, collectivité, propriété collective* indique bien que l' ère capitaliste est une phase transitoire au cours de laquelle doit se

réaliser la synthèse collective des fonctions de production et d'accumulation, dont la séparation détermina la division de la société en classes, ce qui permettrait aux hommes la maîtrise des lois économiques. Nous pourrions alors « *sortir de l'ère de la fatalité et entrer dans l'ère de la liberté* ». (Engels)

Il convient maintenant de voir, succinctement, quel va être le devenir du concept *socialiste* à partir de son origine jusqu'à la scission de 1920.

Après 1789 et l'épopée napoléonienne, la royauté et l'aristocratie sont au pouvoir en France. Le régime monarchique accorde la plénitude du pouvoir exécutif au roi, représentant légal de l'aristocratie. Il empiète largement sur le législatif, propose la loi, la sanctionne et la promulgue. Les droits politiques sont réservés à une minorité. C'est le suffrage censitaire. Le droit de vote n'est accordé qu'aux propriétaires fonciers qui doivent payer, pour être électeur, une contribution d'au moins 300 frs et avoir trente ans d'âge. Un député doit être âgé de 40 ans et acquitter 1.000 frs de contribution. Le code électoral est manipulé par l'administration royale, c'est-à-dire les préfets, pour écarter de la Chambre, par la sous-imposition des fortunes mobilières, de nombreux bourgeois fortunés. D'où l'opposition entre le pays réel et le pays légal, entre bourgeois et aristocrates.

A cette époque, la bourgeoisie est encore révolutionnaire, héritière des grandes idées du siècle des *Lumières* et des idées révolutionnaires de 89. Elle croit au progrès social, au progrès des sciences. Elle a commencé à imposer son pouvoir économique dans la société qui connaîtra son apogée sous la IIIème République et durant le XXème siècle, mais elle n'a pas le pouvoir. Ses hommes politiques le revendiqueront, en lutte contre la politique réactionnaire de la monarchie. Le régime politique le plus favorable à la domination du capital est l'Etat démocratique constitutionnel. Les représentants de la bourgeoisie sont républicains, laïques, partisans du progrès social, de l'éducation nationale, partisans du suffrage universel.

Le sens de l'histoire, alors, c'est, pour la bourgeoisie, prendre le pouvoir politique pour assurer l'avenir du système d'exploitation capitaliste.

Elle le fera en utilisant à son profit les nombreuses luttes des travailleurs qui le plus souvent en firent les frais. Ce sera 1830, 1848, la « rue Transnoyain » à Paris et bien d'autres.

C'est à cette époque que s'est imposé définitivement, dans le langage politique, le clivage gauche-droite, mais déjà en août-septembre 1789, à l'Assemblée, les partisans du veto royal (aristocratie et clergé) se rassemblèrent à droite du président, les opposants à ce veto (le Tiers état, les patriotes) à gauche. De même sous la Restauration, à gauche, les « libéraux » défenseurs des libertés individuelles et du libre-échange, à droite, les ultra royalistes, au centre, les constitutionnels et les indépendants. Comme tout concept, ce concept caricatural gauche-droite, à géométrie variable, n'a pas manqué d'évoluer

au cours de l'histoire. Ainsi, les libéraux à gauche, sous Louis XVIII et Charles X, ont connu une dérive droitière en devenant conservateurs, puis de nos jours, réactionnaires, ultra-droitistes, nous imposant la politique d'austérité, reflet de l'épuisement du système capitaliste. Aussi, le parti radical socialiste à l'extrême-gauche au début de la IIIème République, centre-gauche sous la IVème et de nos jours centre-droit, membre de l'UDI.

L'idée socialiste, née des conditions de vie extrêmement difficile de la classe ouvrière, à l'époque où le développement industriel bouleverse les formes de production et de travail, à une époque où la bourgeoisie, en lutte contre la monarchie, est encore révolutionnaire, va se déployer dans une mouvance socialiste très divisée jusqu'à la première Guerre mondiale, au cours de laquelle socialistes "réformistes" et communistes "révolutionnaires" vont confronter leurs conceptions, rivalisant entre eux, parfois violemment, surtout sur la question syndicale.

Jusqu'en 1870, le prolétariat n'est pas organisé politiquement. Le rôle de la mouvance socialiste est d'abord assez faible. Elle se répartit entre différents groupes, syndicats, guidé par quelques personnalités comme Lafargue, Guesde, Vaillant, Brousse, Alemane. Après la Commune, le mouvement progresse au point d'avoir des élus. En 1902, les tendances socialistes, tout en gardant leurs caractères spécifiques, s'unissent dans le Parti socialiste français, deux personnalités principales s'opposant en son sein, Jules Guesde, tendance marxiste, Jean Jaurès, tendance réformiste.

En 1914, les risques de guerre interpellent les partis de l'Internationale ouvrière. Nous connaissons la suite: "l'Union sacrée" avec ses tendances qui évoluent en cours de conflit, le "social-patriotisme" majoritaire, la tendance "pacifiste" pour une paix de compromis sans annexion, et la tendance "révolutionnaire" qui gagne du terrain à mesure que le conflit meurtrier se prolonge. Avec Octobre 17, la hantise du "bolchevisme" et l'intervention armée du gouvernement Clémenceau en Russie soviétique inquiètent l'opinion publique d'autant plus qu'un climat révolutionnaire agite l'Europe. La révolution est à l'ordre du jour. Le 1er mai 1919, 500.000 personnes sont dans la rue à Paris. Le courant réformiste perd peu à peu du terrain. Des minoritaires socialistes ont voté le texte du traité de Versailles.

La rupture est totale lors du Congrès de Tours en décembre 1920. Les trois quarts des congressistes quittent la SFIO pour créer le Parti communiste.

Désormais, la politique de la droite en France comme en Europe va être dominée par la peur du *bolchevisme* et la radicalisation du mouvement ouvrier. Les idées communistes commencent à se répandre parmi la classe ouvrière. La rupture, l'opposition entre la tradition réformiste de Jaurès et la volonté des communistes révolutionnaires, est définitive.

Désormais, le mot "socialiste" s'accordera à la tendance réformiste de

la SFIO, et " communiste " à la tendance révolutionnaire du Parti communiste, confirmant l'antagonisme entre les deux formations.

De nos jours , particulièrement depuis la crise, avec une lutte de classe exacerbée, violente, nombreux sont les citoyens qui, rejetant la politique ultra-libérale d'austérité, aspirent à un changement de société, une société dans laquelle ils pourraient vivre dignement de leur travail, où les inégalités s'effaceraient, la justice égale pour tous, les valeurs républicaines de " Liberté-Egalité-Fraternité " seraient défendues démocratiquement.

Ces femmes et ces hommes, les partis, les syndicats et les organismes qui les défendent peuvent se réclamer de la gauche sans pour cela vouloir fondamentalement l'abolition du capitalisme. C'est cela " être de gauche "... l'acceptation et la mise en œuvre de l'idée socialiste, base du mouvement vers une autre société, la grande question étant réformisme ou révolution.

" Etre révolutionnaire ", c'est aussi être de gauche, mais c'est vouloir aller plus loin dans la transformation de la société...dans laquelle les travailleurs auront la maîtrise des moyens de production, libre de leur destin vers une société sans classes. C'est cela " être communiste ".

Alors, réformisme ou révolution? La question reste posée?

En cette période de tournant historique du pays, dans la perspective de l'union des forces de gauche contre la politique d'austérité européenne menée par Hollande et les dirigeants majoritaires du Parti socialiste, il est bon d'éclairer ce que l'on entend par " *Union de toutes les gauches* " dans une primaire en cours de discussion.

Le Parti socialiste est-il encore un parti de gauche?

A la Libération, Blum à son retour de captivité en reprenant sa place au sein du parti socialiste nous avait prévenu: « Nous sommes les gérants loyaux du capitalisme ». Tout ce qu'il y a de plus clair, comme la déclaration de Hollande à la télé: « Je suis social-démocrate », même au-delà, réactionnaire, il l'a prouvé.

En Europe, la politique d'austérité a fait tomber les masques des sociaux-démocrates qui ont déjà été au pouvoir , les Schröder, Papandréou, Zapatéro, le travailliste Tony Blair. Le masque de Hollande, le révolutionnaire du Bourget qui la main sur le cœur avait déclaré sans rire « *Mon ennemi, c'est la finance* » et celui du Parti socialiste qui depuis toujours a pratiqué une politique de collaboration de classe en France et en Europe. Le réformisme a fait son temps. D'ailleurs, le réformisme n'a rien apporté au pays et à ses travailleurs. Tous les acquis révolutionnaires ont été obtenus par la lutte de classe, ces acquis que le Parti socialiste détricotent sauvagement depuis qu'il est au pouvoir. Alors, de gauche le PS?

Un parti réactionnaire, de droite! Oui! Issus du mouvement, réformiste.

L'histoire nous le confirme, ce genre de parti est bien souvent parmi les

plus dangereux.

Le Parti socialiste est condamné à terme.

Nous le savons, ce n' est pas un secret.

Valls lui-même l' a souligné en juin 2014 devant le groupe socialiste de l'Assemblée : « Oui, la gauche peut mourir! Nous sommes arrivés au bout du cycle historique » ce, pour répondre aux objectifs politiques de Hollande: être présent au deuxième tour de la présidentielle 2017, face au Front national.

Hollande ne peut compter sur un électorat désabusé depuis son accession à la présidence de la République. Il ne peut être au second tour qu' en rassemblant, au premier, sur le thème « Faire barrage au Front national » un nombre suffisant de voix de gauche, du centre et un certain nombre de la droite. Ce n' est pas gagné.

Le champ politique en France doit se transformer. Valls a programmé la mort du Parti socialiste sur l' autel de la prochaine présidentielle.

En réalité, le Parti socialiste est mort le soir du 6 mai 2012. Hollande et les dirigeants majoritaires de ce parti, ont jeté ses cendres dans la poussière éphémère de l' histoire.

Il est hors service. Comme sont hors service les mots " vraie gauche ", " gauche de la gauche ", " toute la gauche ", " gauche-droite, droite-gauche ", c'est à l'armée qu' on marche au pas.

Hollande, Valls, Macron, Cambadélis et autres ex-socialistes ne sont ni " de gauche " ni socialistes. Ce sont les amis de nos ennemis, plus, ce sont les mercenaires de la finance, ceux qui font les basses besognes politiques qui conduisent le plus souvent aux fascismes pour assassiner les peuples.

Alors, il serait bon de s' interroger sur ce qu' ont été au cours du quinquennat hollandais, nos alliances avec les ombres de l' ex-PS, sous prétexte de conserver des élus.

On peut comprendre cette tactique pour les raisons qu' on nous a indiquées. Il s' agit d' un raisonnement humain, surtout financier, mais ce n' est pas un argument politique. Nous nous sommes retrouvés face à un mur. Moins d'élus, des élus sans pouvoir.

A l'Assemblée, nos propositions sont rejetées mécaniquement en commissions par des élus qui n' ont pas besoin de nous pour gouverner. Il en va de même dans les conseils départementaux et régionaux. Il y a des régions où nous ne sommes plus présents. Ce que nous avons gagné, c'est certain, un peu plus de discrédit dans notre électorat. N' avons-nous pas mené là une politique de collaboration de classe?

Reconnaissons nos faiblesses, nos responsabilités dans la paralysie du Front de gauche depuis 2012, même si nous ne sommes pas les seuls responsables.

Bien qu' ayant pratiqué une opposition réelle au pouvoir, nous avons louvoyé dans une politique sans issue, sans exprimer clairement notre opposition avec un discours plus virulent à l'encontre de Valls et Hollande, oubliant de déclarer sans détours, inlassablement, notre objectif final, celui qui caractérise la

raison d'être du Parti communiste: un changement fondamental de société, une société socialiste.

Pourquoi ne pas dire ouvertement ce que veulent les communistes, comme si l'on avait peur des mots, **une société socialiste** et l'expliquer? Ce que nous voulons, c'est le reflet de ce que veulent les citoyens, vivre mieux, dans un monde sans violence, mais ils ne savent pas quelle société et comment en prendre le bon chemin. A nous de faire coïncider théorie et action.

Ce qui importe dans l'immédiat et qui nous inquiète, c'est l'avenir du pays et ce qu'il en sera après 2017.

Une inconnue en ce moment. Que va-t-il advenir de la fameuse proposition d'une primaire " des gauches et des écologistes " ?

Si nous considérons, comme il vient d'être prouvé, que le PS n'existe plus depuis mai 2012, que ceux qui prétendent encore " être de gauche ", qui sont au pouvoir masqués, comme Hollande, Valls, y compris Cambadélis et sa majorité parlementaire, qui mènent dans ce pays la politique européenne, ultra-libérale, d'austérité, et ne sont en fait que les valets d'un nouveau parti réactionnaire, alors la question est réglée pour leur participation à une primaire de " toute la gauche ". Ce serait risible, ubuesque! Une primaire gauche-droite? « Embrassons-nous, Folleville! ».

Sur France-Inter, le 21 février, la réplique de Pierre Laurent à Cambadélis qui veut une " primaire sur mesure " pour son poulain: « Ceux qui ont porté cette politique et continuent leurs provocations à l'égard de la gauche ... sont pour moi disqualifiés », défendant toutefois l'idée d'une " primaire citoyenne " pour lever toute ambiguïté.

Pour Ensemble de même: « Il ne peut y avoir de cadre commun s'il ne se situe pas en opposition avec la politique menée par Hollande et Valls ». Alors ... d'accord?

On a le droit de s'interroger sur les objectifs que se sont assignés les initiateurs de la " primaire de gauche et des écologistes " au vu de leurs déclarations. Piketti: « Il n'y a pas d'exclusive, de Hollande à Mélenchon, de Macron à Clémentine Autain » et Cohn-Bendit vantant: « ... les coalitions d'idées...la gauche, le centre et la droite ».

La prudence est de règle en ce qui concerne une " primaire de gauche ", Cela demande réflexion en plein chaos politique où nos sommes. Les cartes sont sur la table. Au parti de jouer la carte révolutionnaire.

Gagner la présidentielle de 2017 est possible à condition que les forces de progrès se rassemblent sans ambiguïté, que les égo fassent abstraction de leurs sentiments personnels, qu'un seul candidat reconnu se présente au premier tour au nom des citoyens et de la Nation.

... aussi que le Parti communiste retrouve le sens de l'histoire avec une **nouvelle utopie pour faire rêver, un nouveau manifeste pour une stratégie révolutionnaire.**

**A L' AUBE DE CE TROISIEME MILLENAIRE, LE SENS DE
L'HISTOIRE, C' EST L' ABOLITION DU CAPITALISME.
VIVE LA REVOLUTION.**

René Bertré
vétérane pcf
72 ans de parti
Section de Morlaix (29)
rene.bertré@hotmail.fr